



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant modification de permis de construire
valant autorisation environnementale

Parc éolien à SAISSEVAL exploité par la SAS ÉNERGIE 06

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté interministériel du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 21 novembre 2011 autorisant la SAS Énergie 06 à construire un parc éolien à SAISSEVAL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le certificat d'antériorité délivré le 29 novembre 2012 à la SAS Énergie 06 pour l'exploitation d'un parc éolien à SAISSEVAL, comprenant 5 aérogénérateurs ;

Vu le dossier acte du 9 juillet 2013 délivré à la SAS Énergie 06 pour l'augmentation de la puissance nominale des éoliennes passant de 2 MW à 2,3 MW ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis à la préfecture de la Somme par la SAS Énergie 06, par courriel du 10 août 2022 relatif à la mise en place d'un bridage en faveur des chiroptères, effectif depuis novembre 2019 ;

Vu le rapport du 24 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 31 décembre 2025, reçu le 9 janvier suivant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté par courrier du 5 janvier 2026, reçu le 14 janvier suivant ;

Considérant ce qui suit :

1. la SAS Énergie 06 est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à SAISSEVAL, sous couvert du certificat d'antériorité du 29 novembre 2012 susvisé ;
2. par courriel du 10 août 2022, la SAS Énergie 06 a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter à connaissance visant à la mise en place d'un bridage en faveur des chiroptères, effectif depuis novembre 2019 ;
3. les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

4. le suivi de mortalité réalisé en 2020, après la mise en place du plan d'arrêt des machines, a montré que le bridage mis en place est jugé efficace pour réduire la mortalité engendrée par le parc éolien et notamment sur les chiroptères et qu'il y a lieu de le conserver ;

5. le bridage est renommé « arrêt des machines » dans le présent arrêté ;

3. au vu des éléments transmis, ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code susvisé ;

6. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code susvisé, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La SAS ÉNERGIE 06, dont le siège est situé 29 rue des Rosati - 62000 ARRAS, est autorisée à exploiter à SAISSEVAL les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2. – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

| Régime | Rubrique | Libellé | Caractéristiques de l'installation |
|--------|----------|---|---|
| A | 2980.1 | Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1.Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres | Nombre d'aérogénérateurs : 5 Nombre de postes de livraison : 1 Hauteur totale en bout de pale : 125,58 mètres Hauteur du mât: 82 mètres Puissance unitaire max : 2,3 MW Puissance totale installée : 11,5 MW |

A : installation soumise à autorisation

Les installations et leurs annexes respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

ARTICLE 3. ARRÊT DES MACHINES EN FAVEUR DES CHIROPTÈRES

L'exploitant met en place sur l'ensemble du parc un dispositif d'arrêt en faveur des chiroptères.

Ce plan d'arrêt est mis en place dans les conditions suivantes (l'ensemble des conditions devant être remplies) :

| Période | Durée après le coucher du soleil | Vent | Température | Précipitations |
|---|----------------------------------|--------|-------------|----------------|
| 16 mai au 31 juillet | 7h | < 6m/s | ≥ 10°C | nul |
| 1 ^{er} août au 31 octobre | 9h | < 6m/s | ≥ 10°C | nul |
| 1 ^{er} novembre au 30 novembre | 7h | < 5m/s | ≥ 10°C | nul |

Ces conditions s'entendent à hauteur de la nacelle.

L'exploitant établit et tient à disposition de l'inspection des installations classées un registre comprenant les données suivantes : date, horaires et conditions météorologiques (vitesse du vent, température) permettant de s'assurer, durant la période requise d'arrêt, de sa bonne mise en place.

Cette disposition pourra être adaptée, le cas échéant, suite à la fourniture des résultats des suivis post-implantation prescrits par l'arrêté ministériel susvisé et après validation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès de la cour administrative d'appel de Douai, compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du code de justice administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tiers, auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non-prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être saisie via l'application Télérecours accessible par le site : www.telerecours.fr.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SAISSEVAL et peut y être consultée. Un extrait de celui-ci est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme.

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

2° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

ARTICLE 6. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le maire de SAISSEVAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS ÉNERGIE 06.

Amiens, le 20 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over the text 'le secrétaire général'.

Emmanuel MOULARD